

Délibération affichée à l'Hôtel de Ville
et transmise au représentant de l'Etat
le 16 juin 2016

CONSEIL DE PARIS

Conseil Municipal

Extrait du registre des délibérations

Séance des 13, 14 et 15 juin 2016

2016 DFA 5 Groupement de commandes - Location-maintenance de machines à affranchir - Accords-cadres de services - Modalités de passation

M. Julien BARGETON, rapporteur.

Le Conseil de Paris, siégeant en formation de Conseil municipal,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 et le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics ;

Vu le projet de délibération, en date du 31 mai 2016, par lequel Mme la Maire de Paris soumet à son approbation les modalités de lancement de appel d'offres ouvert et lui demande l'autorisation de signer les accords-cadres à bons de commande pour la location-maintenance de machines à affranchir destinés aux services de la Ville et du Département de Paris en 2 lots séparés, pour une durée ferme de quatre ans ;

Vu la convention de groupement de commandes entre la Ville de Paris et le Département de Paris pour les achats de fournitures et de services transverses pour les services de la Ville, et du Département de Paris du 19 février 2013 ;

Sur le rapport présenté par M. Julien BARGETON, au nom de la 1ère commission,

Délibère :

Article 1 : Sont approuvés le principe et les modalités de lancement de l'appel d'offres ouvert concernant les accords-cadres à bons de commande pour la location-maintenance de machines à affranchir destinés aux services de la Ville et du Département de Paris en 2 lots séparés.

Article 2 : Mme la Maire de Paris est autorisée, conformément à l'article 25-II-6 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, dans le cas où seules des offres irrégulières ou inacceptables au sens de l'article 59-I du décret susvisé ont été présentées, à relancer la consultation dans le cadre soit d'une procédure concurrentielle avec négociation, selon les articles 71 à 73 du décret relatif aux marchés

publics, soit d'un dialogue compétitif, selon les articles 75 et 76 du décret relatif aux marchés publics, ainsi que de m'autoriser à signer le(s) marché(s) correspondant(s) avec l'entreprise(s) qui sera(ont) choisie(s) par la commission d'appel d'offres de la Ville de Paris.

Article 3 : Mme la Maire de Paris est autorisée, conformément à l'article 30-I-2 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, dans le cas où le marché n'a fait l'objet d'aucune candidature et d'aucune offre, ou si les candidatures sont irrecevables, au sens de l'article 55-IV du décret susvisé, ou les offres sont inappropriées au sens de l'article 59-I du décret susvisé, à relancer la consultation sous la forme d'un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence préalables, ainsi que de m'autoriser à signer le(s) marché(s) correspondant(s) avec l'entreprise(s) qui sera(ont) choisie(s) par la commission d'appel d'offres de la Ville de Paris.

Article 4 : Mme la Maire de Paris, en tant que coordonnatrice du groupement de commandes, est autorisée à lancer et signer les accords-cadres résultant de la procédure de consultation dont les seuils sont :

Lot n° 1 : Accord-cadre à bons de commande de location-maintenance de machines à affranchir

Montant minimum : 70.000 euros HT pour une période de 4 ans
Montant maximum : 210.000 euros HT pour une période de 4 ans

Lot n° 2 : Accord-cadre à bons de commande de location-maintenance de modules de marquage industriel reliés à machines de mise sous plis

Montant minimum : 70.000 euros HT pour une période de 4 ans
Montant maximum : 200.000 euros HT pour une période de 4 ans

Article 5 : Les dépenses résultant de ces accords-cadres seront imputées sur divers crédits inscrits et à inscrire au budget de fonctionnement de la Ville de Paris, budgets annexes et états spéciaux d'arrondissement, sur le chapitre 011, natures 6135 (locations mobilières), 6064 (fournitures administratives), rubriques diverses, au titre des exercices 2016 et ultérieurs, sous réserve de décision de financement.

La Maire de Paris,



Anne HIDALGO